Document generated on 05/15/2024 6:45 a.m.

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Contre l'optimisme

François Ricard

Volume 22, Number 6 (132), November–December 1980

URI: https://id.erudit.org/iderudit/29917ac

See table of contents

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)
1923-0915 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Ricard, F. (1980). Contre l'optimisme. *Liberté*, *22*(6), 3–8.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 1980

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Contre l'optimisme

FRANÇOIS RICARD

En soi, le fédéralisme est une idéologie neutre, ni de droite ni de gauche, ni progressiste ni réactionnaire, une forme sans contenu, un signifiant plutôt innocent. On pourrait démontrer à son propos ce que Léon Dion a démontré à propos du nationalisme ; que c'est une idée creuse, susceptible, selon l'idéologie socio-politique à laquelle on l'associe, de recevoir toutes les colorations possibles, de l'extrême-droite (Duplessis) à l'extrême-gauche (F.L.Q.), en passant par toutes les nuances imaginables. Ainsi, on pourrait dessiner un *spectre* synchronique du fédéralisme, où les intellectuels de l'Université York seraient à gauche de Broadbent, Broadbent à gauche de Trudeau, Trudeau à gauche de Jean Chrétien, Jean Chrétien à gauche de Ryan, et Ryan à gauche de . . . pas grand'monde.

En ce sens, le fédéralisme, tout comme le nationalisme, n'est pas une idéologie politique définie, et l'on peut imaginer tout aussi bien un fédéralisme ultra-conservateur (John Macdonald) et même de tendance totalitaire (expulsion des Japonais au début des années quarante ; Octobre 1970) qu'un fédéralisme progressiste ou même socialiste (grand effort d'imagination à faire, mais possible malgré tout). Aussi est-il parfaitement faux d'opposer, comme cela s'est fait durant la campagne référendaire, le nationalisme au fédéralisme comme la droite à la gauche. Il n'y a rien, dans le fédéralisme, qui en fasse une idéologie plus libérale en soi que le nationalisme. Fédéralisme et nationalisme, au Canada en tous cas, sont l'un et l'autre des substantifs incomplets, qui demandent à être déterminés, qualifiés par ce à quoi, sur le plan socio-politique, ils se trouvent associés à tel moment ou chez tel groupe particulier.

Mais ces substantifs, si déterminés soient-ils au point de vue de leur contenu socio-politique, ont quand même une certaine « substance ». Sauf que cette substance n'est pas vraiment une idée. Ce serait plutôt une « pré-idée », un présupposé, qui plonge dans l'irrationnel et est donc de l'ordre de l'indiscutable, de l'originel, presque de l'inconscient. Dans le cas du nationalisme, ce cœur secret, commun à tous les nationalismes quelles que soient leurs divergences et oppositions même apparemment irréductibles, serait, me semble-t-il, l'affirmation de la supériorité du Québec, avec toutes les nuances possibles, qui peuvent aller du raisonnable à l'excessif, de la formulation strictement juridique au délire messianique, mais qui toutes reposent sur ce postulat dont aucun nationaliste (Duplessis pas plus que Paul Rose, François-Albert Angers pas plus que René Durocher) ne se demande s'il est vrai ou faux, car il s'impose à lui comme une évidence première : le Québec représente une valeur première.

Dans le cas du fédéralisme, le « noyau » présent sous ses diverses manifestations est aussi de cet ordre instinctif. Ce n'est pas, comme on voudrait nous le faire croire, une conception abstraite ou un pur modèle théorique d'organisation économique et sociale. Ce n'est pas non plus, comme on tente aussi de nous en persuader, l'« attachement au Canada » ; cet attachement n'est pas un instinct, mais seulement un slogan, très récent du reste. Non, le noyau, le fondement premier de l'idée fédéraliste au Canada (je dis bien : au Canada) est beaucoup plus

simple, beaucoup plus terre-à-terre, et c'est tout bonnement un jugement négatif sur le Québec. Depuis toujours, en effet, c'est-à-dire depuis 1840 environ, l'histoire du fédéralisme canadien est l'histoire des diverses formes – droite, gauche, droite, gauche, peu importe – sous lesquelles s'est à la fois cachée et exprimée cette affirmation toute simple : le Québec est arriéré. C'est là une évidence, me semble-t-il, pour quiconque ne se laisse pas distraire de l'essentiel par la multiplicité chatoyante des apparences. De quelque côté qu'on examine les diverses réalisations passées ou présentes de l'idée fédéraliste, toujours, en grattant le moindrement, le fond finit par apparaître et ce fond est toujours le même : le Québec ne mérite pas d'exister par lui-même. Que les fédéralistes le soient par grandeur d'âme (type Jean-Luc Pépin), par ouverture d'esprit (type Gérard Pelletier), par ambition (type Monique Bégin), par goût de la rationalité (type Robert Bourassa), par snobisme (type Serge Joyal), par intérêt (type Roch Lasalle) ou parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement (type Jean Chrétien), qu'ils le veuillent ou non quelque part dans leur pensée ou dans leurs actes ils doivent, qu'ils en soient honteux ou fiers, cela revient au même, faire place à ce postulat : le Québec est une société incapable.

Il convient, cela dit, de préciser que je m'efforce d'employer cette expression de « jugement négatif » au sens le plus neutre possible. Je ne cherche pas à condamner, et la question n'est pas de savoir si le mépris fédéraliste est plus ou moins défendable que l'acte de foi nationaliste, non plus que de déterminer laquelle de ces attitudes, laquelle de ces « positions viscérales », pourrait-on dire, est la plus conforme à la vérité ou à la morale. Vérité et morale ne sont pas des catégories pertinentes en ces matières. Il n'est pas sûr que le Québec mérite la dévotion que lui vouent les nationalistes. Il n'est pas sûr non plus qu'il mérite le mépris fédéraliste. Donc, essayons de nous tenir un instant en dehors du débat (qui, comme j'ai dit, n'en est pas vraiment un puisque ses sources baignent dans l'irrationnel), de ne pas trancher, et de constater simplement ce qui l'alimente.

Or je dis que cette constatation ne peut être que la suivante : dans la lutte entre fédéralisme et nationalisme, ce sont en réalité deux partis pris opposés qui s'affrontent, aussi radicaux, aussi absolus et probablement aussi aveugles l'un que l'autre, nommément : la foi et le mépris. Il y a pourtant déjà eu, répli-

quera-t-on, il y a peut-être même encore des nationalistes qui se disent fédéralistes ou des fédéralistes qui se disent nationalistes. Certes. Mais je ne crois pas que cela infirme sérieusement ma thèse : car soit le nationaliste fédéraliste est plus nationaliste que fédéraliste, soit c'est l'inverse (ce qui est le plus souvent le cas), et de toute façon cette hybridation ne dure jamais longtemps, un terme (c'est-à-dire l'un des deux jugements contraires) finissant immanquablement par l'emporter sur l'autre, lequel se trouve alors relégué au second rang et devient même un aliment, une arme de plus pour le premier. Exemple : le nationaliste fédéraliste, s'il est plus fédéraliste que nationaliste (type Jean Lesage), dira que c'est pour le bien du Québec qu'il veut le maintenir dans le Canada, proposition qui, décapée de son enrobage, signifie ceci : le Québec est faible, seul le Canada peut le sauver. Quant au nationaliste fédéraliste qui serait plus nationaliste que fédéraliste (type Daniel Johnson), il sera toujours forcé, à un moment ou l'autre, d'affirmer la primauté de son culte du Québec. Le national-fédéralisme est donc une position impossible, une pure illusion, sinon une forme de folie, parce qu'il reposerait, s'il était possible, sur une contradiction qu'aucune dialectique jamais ne pourra surmonter.

Cette conclusion en amène d'autres. Par exemple celle-ci : la souveraineté-association, dans l'état actuel des choses (dans la conjoncture pré-rationnelle dont je parle), est extrêmement difficile à tenir, et elle est vouée fatalement à pencher toujours de plus en plus vers le souverainisme pur et simple. Autre conclusion, peut-être plus utile : toute protestation de nationalisme, tout recours à des jugements positifs sur le Québec, de la part d'un fédéraliste, doit être interprété comme une astuce discursive, comme une sorte d'antiphrase, vu qu'elle ne peut avoir pour fonction, comme tout ce que produit le fédéralisme, que de faire mieux passer, en le masquant, le jugement négatif qui est le vrai contenu premier du message.

Il est intéressant, vue sous cet angle, d'examiner la rhétorique fédéraliste récente, c'est-à-dire les magnifiques détours par où s'exprime le mépris, et surtout ce détour le plus magnifique entre tous : *l'hommage*. Le jugement négatif, on le comprendra aisément, ne peut guère s'exprimer ouvertement, surtout quand on s'adresse précisément à celui-là même qui en est l'objet. Aussi

faut-il employer des voies détournées. Or la plus efficace est certainement l'encensement : enduire de compliments l'objet de son mépris, à la fois pour l'endormir et pour éviter que, s'il venait à se réveiller, il ne réponde au mépris par l'agressivité. Cette technique est bien connue. On l'a vue splendidement à l'œuvre au cours de la campagne référendaire et dans les discours fédéralistes entourant la « réforme » constitutionnelle, et on continuera, soyons-en sûrs, de la voir se déployer encore longtemps. Elle consiste tout simplement en ceci : se déguiser en nationaliste, c'est-à-dire persuader les Québécois qu'ils sont un peuple grand et fort, que personne ne leur veut de mal ni ne les méprise, qu'au contraire tout le monde les aime et tient à eux, que le Canada ne demande pas mieux que de les intégrer comme des citoyens égaux et tout aussi dignes de respect que leurs compatriotes des autres provinces, et qu'ils n'ont donc pas à s'inquiéter puisque leur passé, leur présent et leur avenir sont assurés pour les siècles des siècles, assurés et glorieux.

Ce discours, en apparence, est à l'opposé du mépris. Et pourtant, il est l'expression la plus parfaite du mépris, la plus habile, la plus insidieuse, et aussi la plus efficace. Parce que c'est un *discours*, justement, une rhétorique, démentie non seulement par la réalité passé et présente mais aussi par la pratique constante de ceux qui l'emploient, pratique que ce discours, qui en fait partie intégrante, a pour rôle de maquiller et donc de dédouaner, d'innocenter, un peu comme la cigarette qu'on donne au condamné pour qu'il soit heureux.

Cet optimisme et cette rhétorique valorisante qu'empruntent les fédéralistes sont relativement récents dans notre histoire. Le passé nous avait habitués, venant d'Ottawa, à d'autres énoncés, beaucoup plus crus. Mais qu'on ne se fasse pas d'illusion : l'emballage seul a changé, c'est toujours la même marchandise, c'est toujours, sous les pieuses déclarations (parmi lesquelles, de temps en temps, se glissent d'ailleurs encore des lapsus significatifs — type Francis Fox), le même jugement radicalement négatif, la même impatience de voir le Québec marginalisé et enfin rendu au silence tranquille et douillet auquel, en ces milieux, on l'a toujours destiné en toute bonne foi. Les encensements, l'optimisme n'ont à cet égard qu'un seul but : précipiter les choses.

Mais on doit quand même admirer la force et l'habileté de cette tactique. Car la rhétorique du mépris, comme j'ai dit, re-

joint par là le discours nationaliste, qui est lui aussi un discours essentiellement optimiste et valorisant. C'est pourquoi, durant la campagne référendaire, et bien que les fins poursuivies par les deux camps fussent diamétralement opposées, de part et d'autre on a adressé au peuple québécois éloge sur éloge. Nous sommes forts et grands, disaient les uns, donc n'ayons pas peur et votons oui. Nous sommes forts et grands, disaient les autres, donc à quoi bon nous séparer de ce Canada grâce auquel nous sommes forts et grands ? Voter non, c'est oui : oui à notre force et à notre grandeur.

Mais cette force et cette grandeur vont finir, hélas, par avoir notre peau. Aussi n'y a-t-il plus désormais d'autre choix : il faut sortir au plus tôt de cette soupe d'optimisme et d'autosatisfaction, il faut nous dépêtrer de tous les discours encenseurs d'où qu'ils viennent, retrouver l'exacte mesure des choses, démonter ces illusions de notre force et de notre grandeur, et revenir devant notre propre situation à un peu de lucidité. C'est-à-dire favoriser la seule chose que commande cette situation vue sous un éclairage le moindrement critique : beaucoup de pessimisme.